

À AFFICHER

ÉCOLE ÉMANCIPÉE

PARCE QUE L'ÉCOLE DOIT RESTER UN LIEU DE SAVOIRS ET DE CULTURE OUVERT À TOUS.

*** Les ministres passent, les projets dangereux pour une école démocratique restent.**

Les annonces de Gabriel Attal confirmées en grande pompe par la nouvelle ministre Amélie Oudéa-Castéra forment une continuité avec la politique de Jean-Michel Blanquer. Le retour à « l'autorité » permet de flatter un électorat conservateur qui se mobilise particulièrement au cours des élections. On en oublie que le Service National Universel (SNU) n'a aucun objectif d'apprentissage. Les animateurs·trices sans réelle formation ne transmettent pas les bases du secourisme mais font le lever de drapeau. Obéir sans réfléchir, voilà le rêve du président et de ses ministres.

A qui profite la fabrique d'élèves sans esprit critique ? A ceux qui n'ont pas besoin de citoyens·nes éclairé·es mais d'exécutant·es. « Le plan d'action porté avec une exceptionnelle vigueur par Gabriel Attal » (Amélie Oudéa-Castéra, 12 janvier 2024) a bien pour but de préparer les enfants des classes populaires aux injonctions simplistes et déshumanisantes du patronat.

*** Poursuivre inlassablement notre double besogne syndicale.**

La tendance Ecole émancipée est attachée à la défense des statuts et des professions. La lutte pour une hausse des salaires reste essentielle. Nous militons contre le Pacte qui divise les personnels, augmente et dénature les tâches des enseignant·es. La titularisation et la formation des personnels les plus précaires restent un combat d'actualité. La création d'un corps AESH est nécessaire pour donner à l'Ecole de réels moyens pour l'inclusion.

Le travail sur le long terme pour la transformation de la société est également une tâche à mener au quotidien pour travailler les consciences dans cette période troublée où les repères se brouillent, ouvrant des perspectives aux idéologies réactionnaires et racistes et aux extrémismes religieux, attisant les conflits. La loi sur l'immigration constitue un danger car elle attise la xénophobie et la croyance que « l'autre » représente un danger.

*** Qu'est-ce que EE ?**

La FSU, et certaines de ses organisations comme le SNES, sont les seuls syndicats en France dont le fonctionnement repose sur un droit de tendance, c'est-à-dire le droit de proposer aux suffrages des syndiqué·es des listes reposant sur une orientation clairement exposée. L'École Émancipée est la plus ancienne tendance.

D'abord fondée sur une réflexion pédagogique (notamment autour du mouvement Freinet et autres pédagogies alternatives), elle s'est aussi enrichie de l'histoire de la gauche révolutionnaire et de différents mouvements d'émancipation. L'Ecole émancipé s'attache à la défense des droits pour les personnes LGBTQIA+, au soutien des peuples confrontés à la guerre...

Vous partagez ces idées ? Portez-vous candidat·e sur les listes présentées par école émancipée.

Contacts :

h.virollaud@nancy.snes.edu
n.walczak@nancy.snes.edu

APPELS À CANDIDATURES

FRONT UNIQUE

QUE LE SNES SE PRONONCE POUR LE RETRAIT IMMÉDIAT DU PLAN ATTAL ("CHOC DES SAVOIRS") !

« J'ai confiance dans l'avenir de notre école, car nous avons une feuille de route claire : celle du choc des savoirs » a martelé le nouveau Premier ministre, G. Attal, le 12 janvier.

Le 5 décembre, en présentant son « choc des savoirs », Attal, encore ministre de l'EN, annonçait toute une série de mesures applicables dès la rentrée 2024 en collège. Les plus emblématiques étant l'instauration de groupes de niveaux en maths et français pour les élèves de 6° et 5°, regroupements à 15 élèves pour les « plus en difficulté » pour mieux les aider à progresser, alors que toutes les études démontrent que ces groupes de niveaux accentuent les inégalités scolaires. La fin du cursus en 3° se conclurait par le DNB dont la réussite conditionnerait l'accès au lycée. Et pour les recalés, fin d'études et direction apprentissage.

Avec cette contre-réforme du collège, Macron poursuit avec détermination sa volonté d'expulser les jeunes d'origine populaire de l'école dès la fin du collège comme il l'a fait pour l'enseignement supérieur en y généralisant la sélection via Parcoursup.

La forte dégradation des conditions de travail, le gel des rémunérations, les attaques incessantes contre les statuts, tout aggrave la crise de recrutement et accentue le recours aux enseignants précaires. **Le nouveau projet de loi contre les fonctionnaires (avec ou sans Guerini) veut généraliser primes et avancements au mérite.**

Pour justifier la scolarisation de ses enfants dans le privé, la nouvelle ministre Oudéa-Castéra, a osé accuser les enseignants de l'enseignement public d'être responsables des heures non-remplacées, alors que depuis 2017, Macron a supprimé près de 8 000 postes d'enseignants dans le secondaire.

En décembre, le gouvernement Macron-Borne a fait adopter sa loi immigration avec LR et le RN. Cette loi, la plus xénophobe depuis Pétain, entérine la "préférence nationale" revendiquée historiquement par le Front National. **Aux Présidentielles de 2017 et 2022, le courant Front Unique a combattu pour que la FSU se prononce pour : "Pas une voix pour Macron, pas une voix pour Le Pen".** A l'inverse, les dirigeants SNES et FSU ont appelé ou incité à voter Macron prétendument pour "faire barrage à Le Pen". L'adoption de la loi immigration avec le RN prouve que Macron n'est pas un barrage au RN, il en est le marchepied.

Stopper Macron-Attal impose de rompre avec ce gouvernement qui applique la politique de LR et du RN !

Pour œuvrer à la mobilisation de nos collègues, le SNES doit :

- Exiger le retrait immédiat du plan Attal ("choc des savoirs") ;
- Rejeter le nouveau projet de casse de la FP et donc refuser d'en discuter le contenu ;
- Refuser de signer les accords ministériels sur la PSC ;
- Et œuvrer à imposer l'abrogation de la loi immigration.

Pour que notre orientation de rupture avec Macron puisse continuer à s'exprimer, portez-vous candidats sur la liste Front Unique.

Prenez contact : Mireille.Schneider@ac-nancy-metz.fr

UNITÉ ET ACTION (U&A)

Dans quelques mois, les syndiqué.es devront élire les équipes militantes chargées de faire vivre le SNES-FSU au quotidien. En Lorraine, comme au niveau national, « Unité et action » (U&A) est le courant de pensée majoritaire dans le SNES comme dans la FSU. Ce sont les militant.es U&A qui font vivre, au quotidien, nos mandats dans leurs établissements, dans les instances et dans l'action.

DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION...

Ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, poursuit un **projet d'affaiblissement des services publics et de remise en cause des acquis sociaux**. Ainsi, les différents ministres de l'Éducation Nationale qui se sont succédé au cours des dernières années auront multiplié les diversions de toutes natures pour ne jamais avoir à **affronter les véritables défis de l'École** : l'absence d'une véritable revalorisation sans contrepartie de tous, le manque de personnels, la crise d'attractivité de nos métiers, les conditions de travail et d'étude dégradées, les effectifs pléthoriques, la perte de sens liées aux réformes successives... La dernière ministre en date semble décidée à poursuivre la mise en œuvre du projet éducatif d'Emmanuel Macron. Celui-ci ambitionne d'opérer des changements profonds et structurels à l'image du « choc des savoirs » qui dessine les contours d'une École de l'assignation scolaire et sociale ou de la remise en cause de la formation initiale des enseignants. Face à ces menaces, le **syndicalisme de transformation sociale** porté par U&A repose sur la défense des services publics et la promotion d'un projet de société fondé avant tout sur l'égalité et la solidarité.

...ET SES PERSONNELS

Défendre une conception ambitieuse de notre système éducatif afin d'assurer la **démocratisation de l'École** et réduire ainsi les inégalités n'est pas contradictoire avec la **défense concrète des personnels**.

Améliorer nos conditions de travail et de rémunération, rendre nos métiers attractifs et réaffirmer notre attachement au statut des fonctionnaires c'est assurer, pour nos élèves, l'égalité sur tout le territoire et le recrutement de personnels qualifiés.

U&A défend les personnels au quotidien, **TOUS les personnels** (précaires et titulaires, enseignant.es, AEd, AESH, CPE, Psy-EN, actif.ve.s et retraité.es), conjuguant syndicalisme de service et syndicalisme de lutte.

RASSEMBLER- PROPOSER- AGIR

Pour U&A, c'est avec les personnels, au plus près de leurs attentes, que se construisent les revendications et les actions qui sont ensuite portées par la majorité de la profession.

U&A met en œuvre un **syndicalisme de lutte** qui organise et mobilise la profession pour redonner du sens à l'action collective et gagner des avancées concrètes.

Dans le SNES et la FSU, les militants U&A considèrent qu'il faut toujours rechercher **l'unité** la plus large afin de construire les ripostes aux attaques mais aussi dans le but de porter notre projet de **démocratisation** de l'école, de défense des services publics et d'amélioration de nos conditions de travail et de rémunérations.

SE PORTER CANDIDAT(E) SUR LES LISTES U&A ?

La CA académique du SNES-FSU et les bureaux départementaux sont des lieux d'échanges et de débats. C'est là que s'élaborent les positions et les actions du SNES-FSU dans l'académie de Nancy-Metz et les départements.

Tout.e.s les adhérent.es ont leur place dans ces instances. La participation du plus grand nombre est un gage du bon fonctionnement de notre syndicat.

Toutes celles et ceux qui souhaitent se porter candidat.es sur les listes U&A de la CA académique et des bureaux départementaux sont invités à nous contacter.

Pour les militants Unité & Action du Bureau Académique

Bruno HENRY : b.henry@nancy.snes.edu

Clara RAGOT : c.ragot@nancy.snes.edu

Caroline PASTE : c.paste@nancy.snes.edu